

Présents SNUipp : Rozenn Delafontaine (Tunisie, qui fait son entrée au CT) et Alessandra Diakhate (Sénégal) titulaires, Pierre Brezot, Bruno Ribard + Clémence Chaudin HDF.

SOMMAIRE

Déclaration liminaire de la FSU (SNUipp, SNES, SNEP).....	2
Approbation des comptes rendus.....	3
Compte-rendu du CT du 4 décembre.....	3
Élections professionnelles du 6 décembre 2018.....	3
Calendrier scolaire.....	4
Carte des emplois – 3ème phase 2019-2020.....	4
Présentation.....	4
Afrique.....	5
Amériques.....	5
Maghreb – Océan Indien.....	6
Asie – Moyen-Orient.....	6
Europe.....	6
Bilan de la carte des emplois.....	7
Carte des emplois – 1ère phase 2020-2021.....	7
Afrique.....	8
Amériques.....	8
Maghreb – Océan Indien.....	9
Asie – Moyen-Orient.....	10
Europe.....	10
Charte du télétravail des personnels des services centraux.....	11
Questions diverses et suivis de CT → compte-rendu spécifique : CR-QD-CT-AEFE_13-02-19.pdf	

Le directeur de l'AEFE par interim, M. Negrel, présente le nouveau Comité technique issu des élections professionnelles du 6 décembre 2018 avec 8 représentants des personnels (5 FSU, 2 Unsa, 1 Sgen).

Le directeur est accompagné de M. Signoles, secrétaire général, de M. Pujol, directeur des ressources humaines, des chefs de service et des chefs des secteurs géographiques (ou leurs adjoints).

Déclaration liminaire de la FSU (SNUipp, SNES, SNEP)

Chaque organisation, Sgen, Unsa, FSU, fait une déclaration liminaire.

NB Le Sgen dénonce « une représentativité syndicale de pré carré » qui aurait limité le nombre de représentants au CT, en demandant 10 élus (ce qui aurait fait 7 FSU, 2 Unsa et 1 Sgen ;-). Son représentant s'enorgueillit d'être « de l'histoire de l'AEFE, le premier agent non-fonctionnaire à représenter les personnels au Comité technique » (sauf que le premier à siéger, c'était il y a environ 10 ans, était représentant de la FSU) !

La **FSU** revient sur les mobilisations, les postes, le climat social :

Monsieur le Directeur,

Mesdames, Messieurs les membres du Comité technique,

Pour ce premier Comité technique qui suit le scrutin du 6 décembre 2018, les syndicats de la FSU souhaitent **remercier l'ensemble des personnels qui se sont mobilisés**, ont garanti une forte participation à ce scrutin, et ont renouvelé leur confiance à nos organisations syndicales. Ils confortent ainsi notre syndicalisme de lutte et de proposition. À l'heure où l'Établissement public est fragilisé et où les attaques se multiplient, les personnels ont ainsi affirmé leur détermination et montré qu'ils refusaient toute atteinte qui porterait préjudice à leur situation administrative, à leurs conditions d'exercice et à leurs droits. Il faut que ceci soit clairement établi dès à présent et **que chacun ait à l'esprit la représentativité issue des urnes**. C'est dans ce cadre, Monsieur le Directeur, que la FSU vous a demandé d'intervenir pour répondre à un **article de presse caricaturant** la situation de vos personnels enseignants.

L'avenir du réseau reste une préoccupation majeure des personnels, tant en Centrale qu'à l'étranger, toutefois les CT se suivent et malheureusement se ressemblent. Les baisses de crédits continuent d'affecter la Centrale et le réseau : les postes, les projets, les salaires, les conditions de travail des personnels et donc in fine les conditions d'apprentissage des élèves. Contrairement à ce qui est avancé aujourd'hui, nous affirmons haut et fort que l'AEFE est un modèle qui fonctionne, mais il faut cesser d'en organiser la déstabilisation qui conduira inexorablement à la destruction de l'opérateur public. **Il faut lui donner les moyens de ses objectifs !**

Concernant les postes, on en arrive même, pour ce CT, à anticiper les fermetures pour 2020, qui s'ajoutent à la carte des emplois 2019. Nous avons atteint un point de rupture où l'équilibre du réseau est menacé, dégradant davantage l'attractivité et l'excellence des établissements.

Nous dénonçons par ailleurs la **position aberrante et illégitime de TNR** qui tend à se généraliser et à passer de provisoire à pérenne du fait de la pénurie de postes.

Supprimer des postes budgétaires, c'est aussi précariser davantage les personnels et fragiliser le service public d'éducation à l'étranger.

Ceci les personnels l'ont bien compris. À l'appel des syndicats de la FSU, ils continuent de se mobiliser sous diverses formes : grève, boycotts d'examens blancs et de projets pédagogiques... En France, l'actualité témoigne d'une **dégradation de la situation sociale**. L'AEFE n'y échappe pas. Comme en France, le pouvoir d'achat des personnels à l'étranger baisse (ISVL, avantage familial, augmentation de la MGEN, absence de revalorisation des salaires des titulaires et des personnels de droit local). Comme en France, les conditions de travail se dégradent (augmentation de la charge de travail, augmentation des effectifs, pressions accrues des chefs d'établissement, voire pour certains, dérives managériales). Ne pas répondre à cette colère grandissante vous fait porter la responsabilité d'une détérioration d'un climat social qui peut à tout moment exploser.

Monsieur le Directeur, les syndicats de la FSU vous alertent solennellement. Comme toujours, nous serons présents au côté des personnels pour contrer toutes les attaques, car il est temps que cela cesse. **Nous serons également présents, dans le cadre d'un dialogue social ouvert et constructif, comme force de propositions.**

(→ [En affiche sur notre site.](#))

Le directeur félicite les syndicats élus à l'issue du scrutin du 6 décembre 2018 et revient sur les déclarations, rappelant que pour la direction de l'AEFE, le dialogue social est une priorité absolue.

Article de presse :

Le directeur a bien reçu le courrier de la FSU et estime que l'AEFE n'est pas en situation de répondre directement, la réponse à apporter est de la responsabilité de la tutelle (le MEAE), pas de l'AEFE.

La FSU redit qu'une rectification de l'Agence est nécessaire, même si la tutelle peut apporter un poids supplémentaire, car ce n'est pas la tutelle qui est sans arrêt attaquée, mais l'Agence. Il faut que l'Agence défende l'Agence. Il est important de rétablir les vérités.

Le directeur n'exclue pas une réponse de l'AEFE, mais que les discussions sont en cours avec la tutelle, les canaux de réponse disponibles seront utilisés.

Approbation des comptes rendus

Compte-rendu du CT du 4 décembre

Après correction d'une coquille signalée par le SNUipp (« bilan du bac » pour le bilan d'étape des évaluations CP), le compte-rendu de séance du 04-12-18 est approuvé à l'unanimité.

- *Notre compte-rendu : [CR CT AEFE - 04/12](#) + [CR CT AEFE questions diverses - 04/12](#)*

Élections professionnelles du 6 décembre 2018

FSU : demande d'inscription à l'ordre du jour d'un point sur les élections professionnelles de décembre.

Réponse de l'AEFE : L'Agence a engagé un travail de réflexion sur la mise en œuvre des élections professionnelles de décembre 2018. Un bilan interne est en cours de finalisation avec l'ensemble des personnels de la DRH impliqués de près ou de loin dans le processus électoral. Ce bilan servira de base de travail lors de la réunion bilan organisée en présence des organisations syndicales et sera enrichi des remarques et commentaires des différents interlocuteurs. L'objectif de ce travail en concertation est de créer une base de données dématérialisée et en format papier de l'ensemble des éléments du processus électoral (calendrier, procédures, matériel de vote, communication, aspects matériels...) afin de pouvoir anticiper dès 2020 la mise en œuvre des élections professionnelles de 2022.

Bilan élections

La **FSU** demande à ce que soit fixée une date pour la réunion bilan des élections, elle rappelle qu'à ce jour il manque encore des résultats de CCPL et que les PV continuent à poser problème : ils doivent être conformes et publiés.

La **FSU** rappelle qu'elle s'est toujours opposée au vote électronique qui pose problème comme on l'a encore vu lors des élections à l'Éducation nationale.

M. Pujol confirme que la réunion bilan va avoir lieu au plus tôt, mais qu'il a fallu la reporter, car l'Agence est effectivement toujours en attente des résultats de certaines CCPL malgré de nombreuses relances. L'agence apportera rapidement une réponse pour les PV.

Le **SNUipp** souligne que ces retards posent problème, car les CCPL sont d'ores et déjà convoquées et par exemple pour l'Algérie, il vient de signaler l'erreur sur les sièges en CCPL1 (3 au lieu de 5).

Le DRH répond que ce dossier est suivi par Mme Laskri qui donnera une réponse.

Commissions des Bourses

La **FSU** demande aussi une expertise sur le problème récurrent depuis 2017 de la représentativité des organisations syndicales aux commissions des bourses qui doit se faire sur la base des résultats aux élections professionnelles et non comme souvent sur d'autres critères bien plus opaques.

Le directeur confirme ce point.

Mail professionnel

La FSU revient sur sa demande ancienne de création d'une adresse professionnelle AEFÉ pour les agents, ce qui aurait permis une meilleure communication lors des élections.

M. Pujol précise que la question des adresses mail se trouve dans le plan de charge 2020-2022.

Calendrier scolaire.

FSU : Circulaire sur le calendrier scolaire et courrier formel : La disparition de la phrase indiquant que les jours fériés ne sont pas décomptés du temps travaillé a suscité de nombreuses interrogations et des velléités locales d'augmenter le temps de travail en contradiction avec la réglementation. Cette phrase doit être rétablie dans la circulaire sur l'organisation du temps scolaire. Les représentants de la FSU demandent à ce qu'elle soit actualisée en ce sens lors du CT du 13 février 2019.

(Pas de réponse écrite.)

Cette question diverse restée sans réponse est intégrée à l'ordre du jour suite à la demande de la FSU d'un vote sur la modification de la circulaire.

M. Rousseau, chef du secteur pédagogique de l'AEFE, rappelle qu'il avait été proposé en GT de supprimer cette phrase puisque c'était une évidence. Il rappelle que les jours fériés du pays d'accueil sont forcément des jours chômés et non des jours de vacances.

Le service pédagogique a rappelé aux chefs d'établissement et aux IEN que considérer les jours fériés comme des jours travaillés est une erreur et que l'objectif est de maintenir 36 semaines avec des semaines de 5 jours, soit 180 jours au total ou 864 heures pour le primaire (pour des semaines de 24 h). Depuis ce rappel, il n'y a plus eu de problème, cette disposition semble donc intégrée.

L'Unsa dit qu'il n'y a pas de mention des 180 jours dans le code de l'éducation nationale, seules les 36 semaines et les 864 heures y sont mentionnées.

La **FSU** insiste pour que la phrase « les jours fériés figurant dans une semaine de travail ne sont pas à décompter du total du volume horaire annuel. » soit réintroduite pour éviter les interprétations locales des IEN ou des chefs d'établissement.

Le directeur propose un GT, car cette circulaire avait été révisée en GT.

La FSU insiste pour qu'il y ait un vote, car cette phrase qui semblait accessoire, a ouvert une brèche sur le sens des jours fériés.

Vote : unanimité pour la réinsertion de la phrase

Carte des emplois – 3ème phase 2019-2020

Présentation

Budget et schéma d'emploi

Le secrétaire général présente la carte des emplois.

Pour 2019-2020, l'objectif budgétaire de l'Agence était la fermeture de 166 postes, 17 postes restent à fermer pour ce CT. La carte scolaire présentée annonce 37 fermetures et 20 ouvertures (dont rythme sud) pour permettre le redéploiement et atteindre l'objectif en termes de plafond d'emplois.

Taux d'encadrement

(*"budgétaire"* = *détachés*, *"pédagogique"* = *titulaires*)

La **FSU** (et l'Unsa) interviennent pour dénoncer l'utilisation du "taux de titulaires" qui inclut les TNR. C'est un mauvais signal envoyé aux établissements (qui peuvent alors soit éviter de recruter des titulaires soit les rémunérer au plus bas). L'AEFE ne doit pas utiliser les TNR dans ses taux, car cela peut renforcer la précarisation des personnels, particulièrement au 1er degré, où le nombre de TNR est très important.

Le **SNUipp** rappelle qu'il avait souligné des écarts entre les taux avancés par l'AEFE et la réalité du

terrain et restait dans l'attente de la note explicative du calcul des taux promise lors des CT de juillet et décembre 2018 et d'un nouveau tableau à jour.

L'AEFE répond qu'il n'y a pas de confusion pour l'AEFE entre TNR et détachés, c'est un indicateur supplémentaire qui permet de savoir quels sont les pays où il est facile de recruter des titulaires et de placer donc les supports de résidents dans les zones où le recrutement est difficile. Les taux d'encadrement seront redonnés pour le prochain CT.

Plafond d'emplois des PDL dans les EGD

La FSU demande une précision sur le relèvement du plafond d'emplois.

Le secrétaire général rappelle que le dernier CA a voté une augmentation de 130 postes en contrat local pour 2019. Cela permettra de faire face aux augmentations d'effectifs et aux fermetures de postes de résidents. Il précise que ce n'est pas seulement le CA qui décide, car l'aval du Budget est nécessaire. Il ne s'agit pas de pratiquer une politique qui inciterait au sous-paiement des personnels mais de récupérer des postes là où ils sont vacants.

N.B. Lecture de la carte scolaire :

RE = résident enseignant, EE = expatrié enseignant, 1 = 1^{er} degré, 2 = 2^d degré, EA/RA = expatrié/résident administratif (DAF), EPD = expatrié personnel de direction (proviseur)

Par « taux d'encadrement », les chefs de secteur entendent titulaires (détachés, TNR, etc). Ils se satisfont d'un taux supérieur à 50 %...

Afrique

Secteur Afrique	1er degré	FERMETURES		OUVERTURES	
		EXPATRIÉS	RESIDENTS	EXPATRIÉS	RESIDENTS
Nigeria – Abuja E.F. Marcel Pagnol					RE1 Adjoint
R. Centrafricaine – Bangui L.F. Ch. De Gaulle			2x RE1 Adjoint		
Bilan Afrique – 1er degré		0	2	0	1
	2nd degré	0	0	0	7

▪ **Centrafrique** : Le secteur explique qu'il s'agit de deux postes non pourvus au 1^{er} degré qui ont été glissés au second degré. La priorité pour l'établissement est de renforcer le 2^d degré qui a encore recours au CNED.

Amériques

Secteur Amériques (rythme sud)	1er degré :	FERMETURES		OUVERTURES	
		EXPATRIÉS	RESIDENTS	EXPATRIÉS	RESIDENTS
Chili – Concepcion L.F. Charles de Gaulle					RE1 Adjoint
Chili – Santiago Lycée Antoine de St Exupéry					RE1 Adjoint
Costa Rica – Tres Rios L. franc-costaricien					RE1 Adjoint
Bilan Amériques – 1er degré		0	0	0	3
+ Bilan Amériques – 2nd degré		0	0	0	1

Secteur Amériques	1er degré	FERMETURES		OUVERTURES	
		EXPATRIÉS	RESIDENTS	EXPATRIÉS	RESIDENTS
Colombie – Cali L. F. Paul Valery					RE1 Adjoint
Bilan Amériques – 1er degré		0	0	0	1
+ Bilan Amériques – 2nd degré		0	0	0	3

Maghreb – Océan Indien

Secteur Maghreb - Océan Indien	1er degré	FERMETURES		OUVERTURES	
		EXPATRIES	RESIDENTS	EXPATRIES	RESIDENTS
Maurice – Mapou Ec. du Nord			RE1 Adjoint		
Bilan Maghreb Océan Indien – 1er degré		0	1	0	0
	2nd degré	0	0	0	2

▪ **Maurice** : Le secteur justifie la fermeture par un taux d'encadrement suffisant (et un vote favorable).

Asie – Moyen-Orient

Ni ouverture, ni fermeture.

▪ **Inde – Pondichéry** (2^d degré) : Le SNES-FSU intervient sur la situation d'un collègue qui serait alors victime d'une fin de mission anticipée (FMA). L'Agence renonce à la fermeture du poste en SES.

Europe

Secteur Europe	1er degré	FERMETURES		OUVERTURES	
		EXPATRIES	RESIDENTS	EXPATRIES	RESIDENTS
Allemagne – Francfort L.F. Victor Hugo			RE1 Adjoint		
Allemagne – Munich L.F. Jean Renoir			RE1 Adjoint		
Autriche – Vienne L.F.			2x RE1 Adjoint		
Espagne – Paterna L. F. Valence			3x RE1 Adjoint		
Espagne - Villanueva Cañada L. Molière - Mlf			RE1 Adjoint		
Espagne – Madrid L.F.			RE1 Adjoint		
Grèce – Athènes L.F.			RE1 Adjoint		
Irlande – Dublin Ec. Franco-irlandaise			2x RE1 Adjoint		
Italie – Milan L.F. Stendhal			RE1 Adjoint		
Italie – Rome L.F. Chateaubriand			RE1 Adjoint		
Pays-Bas – Lahayeg L. Van Gogh			RE1 Adjoint		
Portugal – Porto L.F. Int.			2x RE1 Adjoint		
Royaume Uni – Londres – L. F. Ch. De Gaulle			RE1 Adjoint		
Royaume Uni – Londres – Ec F. Jacques Prévert			RE1 Adjoint		
Russie – Moscou L.F. Alexandre Dumas			RE1 Adjoint		
Bilan : Europe – 1er degré		0	20	0	0
	2nd degré	0	13	0	2

▪ **Allemagne – Munich** : Le **SNUipp** fait état de la rédaction d'une motion, d'un vote contre en CE et de difficultés à recruter personnels qualifiés en contrat local

Le secteur répond que le taux de titulaires est de 90 % et que la ville est très attractive. L'établissement n'a pas fait état de difficultés de recrutement.

▪ **Autriche – Vienne** : 3^e suppression

Le secteur explique que l'établissement est très bien doté en titulaires.

▪ **Espagne – Villanueva Cañada** : Le **SNUipp** remarque que c'est le 2^e poste supprimé cette année. Le taux d'encadrement annoncé par l'AEFE est de 31 % alors que pour le SNUipp il sera de 15 % de résidents sans directeur (3 résidents pour 19 classes + 6 TNR et 2 titulaires de l'enseignement privé).
Vote CE : 3 pour, 10 contre et 1 abstention. Le recrutement a été difficile pour les RL l'an passé en raison de salaires peu attractifs avec 14 candidats dont 10 qualifiés pour 7 postes. Les personnels s'inquiètent d'un possible déconventionnement au vu du nombre de résidents diminuant à chaque CT. L'AEFE répond qu'il n'y a pas de déconventionnement envisagé. Les fermetures se décident dans le cadre du dialogue avec la MLF.

▪ **Espagne – Madrid** : Le **SNUipp** rappelle les suppressions cette année, les TNR sont pénalisés car précarisés. Il y a eu 17 votes contre au CE (parents, enseignants, élèves), les personnels étaient en grève massive ce 12 février.

Le SNES précise que cela pèsera à hauteur de 100 000 € sur le budget. D'autre part, un point d'inflexion est maintenant atteint au secondaire avec moins de 50 % de résidents.

▪ **Espagne – Valence** : 3 postes supprimés, 67 % de grévistes.

▪ **Italie – Milan** : L'Unsa rappelle l'engagement de M. Bouchard et de l'ambassadeur à prendre en compte la situation d'une PE suite à un refus de détachement l'an passé.

Le **SNUipp** propose de saisir l'opportunité pour proposer le poste et tenter de régler la situation (d'autant que la politique de détachement du MEN varie d'une année sur l'autre).

Le directeur répond que ce n'est pas la même situation qu'à Pondichéry, que le CT ne traite pas les cas particuliers, et que l'Agence ne reviendra pas sur cette décision.

▪ **Grèce – Athènes** : vote CE 28/01, 17 contre, 1 abstention, 8 pour (dont 3 par procuration !). Le secteur dit qu'il n'y a pas de problèmes d'encadrement.

▪ **Italie – Rome** : vote 11 contre, 7 pour, 2 abstentions

▪ **Grande-Bretagne – Londres** : Le secrétaire général précise qu'il y a maintien d'un poste pour le dernier rompu de temps partiel (conformément à l'engagement de M. Bouchard).

▪ **Russie – Moscou** : Le **SNUipp** rapporte la motion au CE contre cette deuxième suppression. Le vote en CE défavorable à chaque fois, car il y a des difficultés de recrutement. La diminution sensible de l'ISVL n'arrangera rien. Le vivier de titulaires est quasiment inexistant, il y a même des problèmes de remplacement. De plus, les difficultés pour l'obtention du visa de travail sont croissantes. Enfin, et surtout, la direction met en avant ces difficultés de recrutement pour refuser des temps partiels.

La cheffe de secteur répond que l'Agence n'a pas d'informations sur les difficultés de recrutement et que le taux d'encadrement est de 60 %. Elle a été alertée sur les difficultés qu'ont les RL pour obtenir un visa, lors de sa visite, mais pas sur le recrutement.

Vote par procuration au CE

La **FSU** rappelle que le vote par procuration au CE (**Athènes, Milan**) n'est pas autorisé.

Le directeur précise que les chefs de secteur rappelleront qu'il n'y a pas de vote par procuration en CE.

Bilan de la carte des emplois

Bilan Total		FERMETURES		OUVERTURES	
		EXPATRIES	RESIDENTS	EXPATRIES	RESIDENTS
	1er degré	0	23	0	2+3
	2nd degré	0	14	0	14+1
	Total	0	37	0	16+4
BILAN		EXPATRIES	0	TOTAL	-17
		RESIDENTS	-37 +16 +4 = -17		

Le SNES-FSU constate qu'il y a un réel problème de pilotage de l'AEFE et que les interventions des organisations syndicales doivent être prises en compte. La question du calcul du taux d'encadrement touche à la nature du réseau, à son histoire ...

En réaffectant les postes de résidents, on affaiblit les principaux établissements qui sont des piliers de l'AEFE. Prendre des postes quelque part pour les remettre ailleurs ne fonctionnera bientôt plus quand tous les établissements seront à 20 % de résidents. Le réseau sera trop bancal, il l'est déjà.

La **FSU** demande un **point sur la situation des TNR dans le réseau** : leur nombre, leur situation, leur poids et leur place dans le réseau, les priorités pour des postes de résidents (par exemple maintien des postes sur des établissements avec des TNR plus anciens).

Le directeur est d'accord pour accepter cette demande d'analyse des situations dans les établissements où il y a beaucoup de TNR anciens, mais ce ne sera pas pour les résidentialiser.

Vote sur la carte scolaire : contre à l'unanimité.

Carte des emplois – 1ère phase 2020-2021

Le secrétaire général donne les éléments de cadrage.

L'AEFE reste sur le schéma défini, il y a 3 ans d'un retour à l'équilibre. Cette carte se place donc dans le cadre d'un maintien de la dotation 185 (budget constant) et d'un retour de la PFC (participation financière complémentaire) à 6 % (elle était passée de 6 % en 2017 à 9 % en 2018 et 7,5 % en 2019).

Ce cadre pourra évoluer en fonction des orientations qui seront données.

Le schéma utilisé jusqu' alors est reconduit pour ne fermer que des postes vacants. L'AEFE procède comme en juillet 2018 pour les fermetures de la rentrée 2019, ce qui permet d'avoir des marges de manœuvre pour répartir les fermetures et des ouvertures géographiquement et compenser les fermetures de postes d'expatriés.

L'AEFE connaît déjà les postes vacants à la rentrée 2019 (retraite et réintégration), ces postes sont donc gelés dès la rentrée pour être fermés officiellement (et budgétairement) à la rentrée 2020.

Le SNES-FSU rappelle que M. Bouchard avait tenu à présenter deux vagues de fermetures et non trois, alors que l'Agence présente cette troisième vague comme déjà actée.

Le secrétaire général précise que si l'AEFE n'a pas de connaissance précise sur les orientations, à budget constant, il faut fermer encore 166 postes en 2020. Les premières orientations budgétaires pour 2020 devraient arriver en septembre. Si de bonnes nouvelles arrivaient de Bercy, il y aurait moins de fermetures à effectuer. Dans le cas contraire, l'AEFE aura déjà fait une partie de l'effort nécessaire. Dans tous les cas, l'AEFE gardera une plus grande marge de manœuvre. Ce dispositif permet de ne pas fermer en catastrophe plusieurs postes dans un même établissement.

En juin, une deuxième vague de fermetures (résidents et expatriés) sera donc examinée.

Afrique

Secteur Afrique	FERMETURES		OUVERTURES	
	EXPATRIES	RESIDENTS	EXPATRIES	RESIDENTS
1er degré :				
Burkina Faso – Ouagadougou L. St Exupéry		RE1 Adjoint		
Sénégal – Dakar L.F. Jean Mermoz		2x RE1 Adjoint		
Bilan Afrique – 1er degré	0	3	0	0
2nd degré	0	4	0	0

La FSU attire l'attention sur les difficultés de recrutement.

Le secteur précise la "contribution à l'effort" (les fermetures) est limitée à 7 postes pour cette raison. Les chefs d'établissement espèrent recruter pour ces postes.

- **Burkina Faso – Ouagadougou** : Taux d'encadrement satisfaisant (71 % résidents, 86 % titulaires).
- **Sénégal – Dakar Jean Mermoz** : Le SNUipp rappelle le vote contre au CE, la motion des personnels et parents, les mobilisations chaque matin, et souligne qu'il est de plus en plus difficile de recruter des personnes qualifiées en contrat local, car les collègues titulaires vont vers les écoles partenaires.

Le chef de secteur répond que le chef d'établissement avisera en fonction des résultats du recrutement.

Amériques

Secteur Amériques	FERMETURES		OUVERTURES	
	EXPATRIES	RESIDENTS	EXPATRIES	RESIDENTS
1er degré :				
Canada – Montréal Collège Int. M. de France		RE1 Adjoint		
Canada – Ottawa L. Claudel		3x RE1 Adjoint		
Venezuela – Caracas L. F.		2x RE1 Adjoint		
Bilan Amériques – 1er degré	0	6	0	0
2nd degré	0	4	0	0

- **Canada – Montréal** : 4 postes vacants sont fermés (1 PE)

La FSU dit qu'un courrier a été envoyé par les enseignants et les usagers décrivant la situation comme problématique et que la pérennité de l'établissement est remise en cause.

Le directeur affirme qu'il y répondra. L'accord avec l'état québécois n'est pas remis en cause (les établissements restent au-dessus du taux d'encadrement prévu). De plus, l'AEFE devient propriétaire du terrain sur lequel est installé le lycée.

Le secteur précise qu'au premier degré il reste 13 résidents (69 %) et 9 TNR. Pour lui, les conditions de recrutement local sont très favorables et sur place, les parents d'élèves ne sont pas préoccupés par le statut, ils veulent des enseignants "performants" (sic).

- **Canada – Ottawa** : Perte de 40 élèves. Il y a eu 4 postes vacants fermés (3 PE) sur 8 vacants. Le taux

d'encadrement reste de 60 %.

▪ **Venezuela – Caracas** : Difficultés liées à la situation sociale et politique compliquée. Il y a 123 élèves en moins, d'où les fermetures.

Maghreb – Océan Indien

Secteur Maghreb - Océan Indien 1er degré :	FERMETURES		OUVERTURES	
	EXPATRIES	RESIDENTS	EXPATRIES	RESIDENTS
Algérie – Alger L.Int. Alexandre Dumas + Oran		RE1 Adjoint		
Madagascar – Tananarive L.F. A + B + C		3x RE1 Adjoint		
Maroc – Casablanca Ec. Ernest Renan		RE1 Adjoint		
Maroc – Casablanca Ec. Georges Bizet		RE1 Adjoint		
Maroc – Casablanca Ec. Théophile Gautier		RE1 Adjoint		
Maroc – Marakech Ec. Auguste Renoir		RE1 Adjoint		
Maroc – Rabat Ec. André Chenier		2x RE1 Adjoint		
Maroc – Rabat Ec. Paul Cézanne		RE1 Adjoint		
Maroc – Rabat Ec. Pierre de Ronsard		RE1 Adjoint		
Maroc – Tanger Ec. Adrien Berchet		RE1 Adjoint		
Tunis – El Omrane Ec. Robert Desnos		2x RE1 Adjoint		
Bilan Maghreb Océan Indien – 1er degré	0	15	0	0
<i>2nd degré</i>	<i>0</i>	<i>19</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Le secteur présente 34 fermetures de postes de résidents, les taux d'encadrement par des titulaires restent satisfaisants dans tous les établissements concernés.

- **Madagascar – Tananarive** : Une fermeture dans chacune des trois écoles, les taux d'encadrement sont de 69 %, 65 %, 77 % plus un EMFE implanté sur la zone. Il n'y a pas de TNR sur place.
- **Maroc** : Pour le SNUipp, avec 9 suppressions, il s'agit d'une véritable saignée, surtout si on tient compte des nombreux TNR sur place.
- **Casablanca** : Les 3 fermetures sont sur 3 écoles, les taux d'encadrement sont confortables, il n'y pas eu de fermetures sur Claude Bernard, Molière, ni à Mohammédia.
- **Rabat** : Les 4 fermetures sont sur 3 écoles, les taux d'encadrement sont autour de 80 %
- **Tunisie – Tunis Desnos** : Taux élevé de 80 %.

Le **SNUipp** souligne les difficultés locales de recrutement et la forte crainte des TNR sur leur contrat qui a été précarisé et risque de l'être plus encore (augmentant donc le risque d'instabilité). La disparition de la prime compensatoire a abaissé fortement les rémunérations des TNR, et la solution bricolée pour pallier cette baisse ne sera pas reconduite. Cela accentue la concurrence avec les écoles partenaires pour le recrutement.

Établissements partenaires et anciens cadres AEFÉ (notamment Maroc et Tunisie)

La **FSU** et l'**Unsa** signalent l'installation des établissements partenaires dirigés par des anciens personnels du réseau qui profitent de leurs connaissances et réduisent le vivier local disponible.

La **FSU** dénonce ces situations qui consistent à vendre auprès d'établissements privés leur expertise et leur carnet d'adresses acquis à l'AEFE et ce, au mépris des textes cadrant la fonction publique.

M. Négrel n'est pas effrayé par cette concurrence. Pour lui, cela montre que les personnels formés par l'AEFE sont performants puisqu'ils sont recherchés par les partenaires, et ce n'est pas du "pantouflage" puisque la plupart sont à la retraite, on ne peut donc pas faire signer de clause de non-concurrence. L'AEFE n'a pas de prise, c'est la fonction publique qui doit régler ce problème.

La **FSU** insiste sur le problème éthique posé par le comportement de ces récents cadres de l'AEFE, qui servent les établissements d'investissement et estime que la responsabilité de l'AEFE reste engagée pour l'homologation et surtout les partenariats.

Asie – Moyen-Orient

Secteur Asie - Moyen-Orient	FERMETURES		OUVERTURES	
	EXPATRIES	RESIDENTS	EXPATRIES	RESIDENTS
1er degré :				
Arabie saoudite – Riyad Ec. fr. Int.e de Riyad		RE1 Adjoint		
Iran – Teheran Ec. F.		RE1 Adjoint		
Malaisie – Kuala Lumpur L.F.		RE1 Adjoint		
Thaïlande – Bangkok L.F. Int.		RE1 Adjoint		
Bilan : Asie – Moyen-Orient – 1er degré	0	4	0	0
2nd degré	0	4	0	0

▪ **Arabie Saoudite – Riyad** : Le **SNUipp** souligne le vote contre en CE, notamment parce que le taux d'encadrement passera à moins de 50 % de résidents.

Le secteur dit qu'il sera de 51 % sans autre commentaire.

▪ **Iran – Téhéran** : Forte baisse du nombre d'élèves, fermeture de classe, suppression votée à l'unanimité.

▪ **Malaisie – Kuala Lumpur** : Taux d'encadrement de 98 %, aucune difficulté pour le recrutement local.

▪ **Thaïlande – Bangkok** : Le **SNUipp** rappelle le vote au CE (11 contre, 6 pour), les 2 suppressions il y a 2 ans et encore 2 l'an dernier, ainsi que les inscriptions en hausse.

Le secteur répond que l'établissement a été préservé pour ces raisons : 1 seule fermeture sur 3 postes vacants, et des conditions de recrutement local favorables.

▪ **Liban** : Le secrétaire général informe que suite à la fermeture des 3 postes de DAF expatriés, 3 postes de DAF résidents ont été proposés par l'AEFE, proposition rejetée par la MLF.

Europe

Secteur Europe	FERMETURES		OUVERTURES	
	EXPATRIES	RESIDENTS	EXPATRIES	RESIDENTS
1er degré :				
Espagne – Ibiza Ec. fr.		RE1 Adjoint		
Turquie – Ankara L.F. Charles de Gaulle		RE1 Adjoint		
Bilan : Europe – 1er degré	0	2	0	0
2nd degré	0	1	0	1

▪ **Espagne – Ibiza** : Le **SNUipp** rappelle que c'est un établissement fragile, surtout au primaire avec une équipe en souffrance qui sort d'une crise de gouvernance.

Le secteur estime que l'ambiance est bien meilleure avec la nouvelle principale et que l'équipe semble avoir retrouvé de la sérénité. L'accent est mis sur l'ouverture de la seconde en enseignement direct.

▪ **Turquie – Ankara** : Le **SNUipp** précise qu'il y a eu un vote fortement contre (9 contre, 3 pour), qu'il y a un manque de vivier de titulaires sur Ankara, ce que le poste diplomatique a déjà souligné, que c'est la 2^e suppression et qu'il n'y aura plus que 9 résidents sur 20 classes.

La chef de secteur a échangé avec le proviseur qui dit qu'il pourrait y avoir un vivier local et que la priorité a été d'ouvrir en mathématiques au 2^d degré.

Le **SNUipp** s'étonne des propos sur le vivier local et insiste sur le fait que le poste diplomatique a également souligné le manque de vivier.

Le directeur répond qu'il y a eu beaucoup de discussions entre le secteur, le poste diplomatique et le chef d'établissement. Un courrier formel du poste a rappelé les difficultés de recrutement. Il estime qu'il faudrait maintenir le poste du 1er degré comme cela avait été pensé au départ.

Le poste de PE est donc maintenu !

Bilan Total	FERMETURES		OUVERTURES	
	EXPATRIES	RESIDENTS	EXPATRIES	RESIDENTS
1er degré	0	30	0	0
2nd degré	0	32	0	1
Total	0	62	0	1
BILAN	EXPATRIES	0	TOTAL	-61
	RESIDENTS	-62 +1 = -61		

Vote sur la carte scolaire : Contre à l'unanimité

Charte du télétravail des personnels des services centraux

La charte du télétravail au sein des services centraux de l'AEFE a fait l'objet de modifications techniques avec prise d'effet au 1er janvier 2019.

Étudiée en amont par les membres de la commission interne, la charte du télétravail mise à jour est adoptée à l'unanimité.

